



Révision des parts contributives des États Membres

1 Décision de la 12^{ème} Conférence

8.5 Budget pour la période financière 2005-2008

la Conférence Internationale de Métrologie Légale, [...]

ORDONNE au Comité International de Métrologie Légale de faire un bilan annuel de la situation des États Membres qui bénéficient d'une part contributive plus basse et demande au Comité de réattribuer aux États Membres concernés leur classe contributive normale dès que leur situation économique le permettra.

2 Extrait de la Convention de l'OIML

Article XXVI

[...]

Pour déterminer les parts respectives des États Membres, ceux-ci sont divisés en quatre catégories, en fonction de la population totale du pays d'origine et des territoires représentés.

Classe 1: population inférieure ou égale à 10 millions d'habitants;

Classe 2: population comprise entre 10 millions exclus et 40 millions inclus;

Classe 3: population comprise entre 40 millions exclus et 100 millions inclus;

Classe 4: population supérieure à 100 millions.

Le chiffre de population est arrondi au nombre entier de million inférieur.

Lorsque dans un État le degré d'utilisation des instruments de mesure est clairement en dessous de la moyenne, l'État peut demander à être placé dans une classe inférieure à celle que lui assigne sa population.

En fonction des classes, les parts sont proportionnelles à 1, 2, 4 et 8.

3 Situation des États Membres

Une révision de la classe contributive d'un État Membre peut être nécessaire dans quatre cas:

- la situation économique d'un pays peut s'être **améliorée**, il en résulte que le pays se trouve dans une classe contributive **plus basse** que celle dans laquelle il devrait être;
- la situation économique d'un pays peut s'être **dégradée**, il en résulte que le pays se trouve dans une classe contributive **plus haute** que celle dans laquelle il devrait être;
- la population peut avoir **augmenté** depuis la dernière révision, le résultat étant que le pays se trouve dans une classe contributive **plus basse** que celle dans laquelle il devrait être;
- la population peut avoir **baissé** depuis la dernière révision, le résultat étant que le pays se trouve dans une classe contributive **plus haute** que celle dans laquelle il devrait être;

La classification de la Banque Mondiale en 2003 concernant le Revenu National Brut par habitant est la suivante:

- faible revenu: 765 USD ou moins;
- revenu moyen inférieur: 766 USD – 3 035 USD;
- revenu moyen supérieur: 3 036 USD – 9 385 USD;
- haut revenu: 9 386 USD ou plus.

Une règle générale est soumise au CIML pour approbation à partir de ces chiffres:

En fonction de son Revenu National Brut per capita, un pays peut être déclassé:

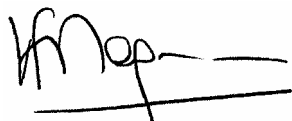
- *d'une classe pour les pays appartenant à la classe « revenu moyen inférieur » dont le Revenu National Brut par habitant est supérieur à deux fois celui des pays « faible revenu »;*
- *de deux classes pour les pays appartenant à la classe « revenu moyen inférieur » dont le Revenu National Brut per capita est inférieur à deux fois celui des pays « bas revenu »;*
- *de trois classes pour les pays appartenant à la classe « faible revenu ».*

4 Application de la réglementation proposée ci-dessus

Le Bureau révisera annuellement la classification des États Membres et soumettra les changements de classification au CIML. Ces modifications, si elles sont approuvées par le CIML, entreront en vigueur la seconde année après la Réunion du CIML à laquelle elles ont été décidées.

Étant donné ce qui précède, les États Membres suivants de l'OIML devraient voir leur classification reconsidérée:

État Membre	Classe actuelle	Application de la règle	Commentaire (données 2003 de la Banque Mondiale)
Brésil	2	3	RNB per capita = 2 710 USD
Indonésie	1	2	RNB per capita = 810 USD
Rép. de Corée	2	3	47,9 millions d'habitants
Pologne	1	2	RNB per capita = 5 270 USD
Arabie Saoudite	1	2	22,5 millions d'habitants
Espagne	2	3	41,1 millions d'habitants



J.F. Magaña
Directeur du BIML